

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 13 novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **M.F.DES PNEUMATIQUES MICHELIN**

Z.I. d'Aiguilly  
Route de Charlieu  
42300 Roanne

Références : UID4243-EAR-23-369

Code AIOT : 0006103396

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 octobre 2023 dans l'établissement M.F.DES PNEUMATIQUES MICHELIN implanté ZI d'Aiguilly Route de Charlieu 42 300 Roanne. L'inspection a été annoncée le 11 octobre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- M.F.DES PNEUMATIQUES MICHELIN
- ZI d'Aiguilly Route de Charlieu 42 300 Roanne
- Code AIOT : 0006103396
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine Michelin Roanne est spécialisée dans la fabrication de pneus ultra haute performance.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi des rejets atmosphériques,
- suivi des rejets d'eaux industrielles.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.1.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 10.2.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.6.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.6.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
10	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.8	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.1.3.2	/	Sans objet
4	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.1.4.1	/	Sans objet
5	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.9.1	/	Sans objet
7	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.6.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Suivi inspection 2022	Autre du 21/11/2022	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite des installations a permis de relever des non-conformités et d'émettre des observations pour lesquelles l'exploitant devra apporter des éléments de réponse.

Par ailleurs, l'exploitant est engagé dans une démarche visant à réduire les consommations d'eau et d'énergie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant transmet pour avis à l'inspection des installations classées le programme de mesures listant les émissaires représentatifs à prendre en compte pour les campagnes d'analyses et les modalités d'extrapolation des résultats pour déterminer le flux total de l'ensemble de l'établissement pour chacun des paramètres à analyser.
<b>Constats :</b> Le programme de mesures demandé n'a pas été transmis à l'inspection selon le délai demandé.  L'exploitant a réalisé une campagne d'analyse des effluents atmosphériques en 2023, les prélèvements ont été effectués du 4 au 6 juillet au niveau de 5 émissaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>– ancienne cuisson</li> <li>– architecture</li> <li>– C3M sprint</li> <li>– Four préchauffage</li> <li>– MGM</li> </ul> Au cours de la visite, il a indiqué : <ul style="list-style-type: none"> <li>– s'être appuyé sur les points de surveillance mis en œuvre lors des analyses de 2022,</li> <li>– avoir retenu la machine C3M ayant la durée d'utilisation la plus importante au cours de la période pour avoir des résultats les plus représentatifs possibles,</li> <li>– avoir intégré des points de surveillance en plus (architecture, four préchauffage et MGM),</li> <li>– ne pas avoir procédé à des analyses de COV NM sur les machines de procédé traditionnel, les installations n'étant pas équipées de dispositif de captation permettant de canaliser les rejets (la visite des installations a permis de constater la présence d'une hotte raccordée à une cheminée au niveau d'un poste d'application de dissolution sur une machine, mais l'exploitant a indiqué que cette machine est très peu utilisée).</li> </ul>

Concernant les analyses sur C3M, il est constaté que le débit de rejets des analyses de 2023 (3 971 m<sup>3</sup>/h) est inférieur à celui des analyses de 2022 (6 159 m<sup>3</sup>/h) sans qu'il soit possible de déterminer s'il s'agit du même point de rejet.

Concernant les analyses sur l'ancienne cuisson, un écart important sur les débits de rejet est constaté (1 500 m<sup>3</sup>/h en 2022, 19 153 m<sup>3</sup>/h en 2023).

**Non-conformité :** L'exploitant n'a pas établi les modalités d'extrapolation des résultats d'analyses pour déterminer le flux total émis par l'ensemble des émissaires de l'entreprise pour chacun des polluants concernés.

**Sous un délai de 6 mois**, l'exploitant transmettra à l'inspection le flux total annuel émis pour chacun des paramètres analysés. Les modalités de calcul seront détaillées.

Il apportera également des précisions sur les débits de rejets des points retenus, compte tenu des écarts de débits constatés entre les analyses de 2022 et 2023.

Pour le cas des machines C3M, lors de la prochaine campagne d'analyses, un prélèvement sur plusieurs points de rejets pourrait permettre de réduire les erreurs d'extrapolation pour le calcul du flux total (actuellement, 1 analyse sur 46 points de rejets). Un argumentaire de l'exploitant est attendu sur ce point. En première approche, un seul point sur 46 émissaires apparaît faible.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 2 : Rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.1.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions

**Prescription contrôlée :**

Respect des valeurs limites d'émissions en concentration

(\*) L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les informations justifiant de la liste des paramètres à surveiller. Ces composés ne peuvent provenir que des opérations de cuisson des pneumatiques (vulcanisation du caoutchouc), la mise en œuvre de produits en contenant est interdite.

En cas d'élaboration d'une évaluation quantitative des risques sanitaires, les valeurs limites d'émissions fixées pourront être revues.

**Constats :**

Les résultats d'analyses de l'année 2023 montrent le respect des valeurs limites d'émissions fixées en concentration pour les points de rejets analysés.

**Non-conformités :**

1 – Le débit du point de rejet "ancienne cuisson" est supérieur à 5 000 m<sup>3</sup>/h, la vitesse d'éjection doit être supérieure à 8 m/s (vitesse mesurée 7,5 m/s).

L'exploitant fera part de ses observations et des actions qu'il compte mettre en œuvre **sous un délai de 6 mois**.

2 – L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les éléments justifiant la liste des COV et HAP spécifiques devant faire l'objet d'analyses. Les éléments nécessaires devront être établis **sous un délai de 6 mois**.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 3 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Respect des valeurs limites d'émissions en flux :</p> <p>Les émissions totales de COV NM (COV émis résultant de la mise en œuvre de solvants + COV émis au moment de l'opération de « cuisson » des pneumatiques) respectent les flux annuels suivants :</p> <p>Émissions totales, flux annuel maximal (tonnes/an) COV NM (jusqu'au 31/12/2022) : 50 tonnes COV NM (à compter du 01/01/2023) : 36 tonnes</p>
<p><b>Constats :</b> Les émissions de COV NM au titre de l'année 2022 et déterminées à partir du PGS (plan de gestion des solvants) représentent 23,8 tonnes (ce résultat ne prend pas en compte les COV émis lors des opérations de cuisson, l'APC imposant des analyses sur ces installations n'est applicable que depuis le 6 janvier 2023).</p>
<p><b>Observations :</b> Le flux total annuel des émissions de l'année 2023 devra être établi en prenant en compte les résultats du PGS et les résultats des analyses des COV NM au niveau des émissaires des opérations de cuisson.</p> <p>Les déchets contenant des solvants et évacués hors site doivent être comptabilisés en O6 dans le PGS (observation à prendre en compte lors de l'élaboration du PGS de l'année 2023).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.1.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma de maîtrise des émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les installations font l'objet d'un schéma de maîtrise annuel des émissions de COV qui est transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 mars de l'année suivante.</p> <p>Le ratio maximal est fixé à 1,5 g de COV consommé par kilogramme de pneumatiques « bons », c'est-à-dire pouvant être mis sur le marché.</p> <p>Compte tenu de la montée en charge de l'activité C3M, l'exploitant doit viser à compter du 31 décembre 2023 un objectif de 1 g de COV consommé par kilogramme de pneumatiques « bons ».</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le schéma de maîtrise des émissions établi au titre de l'année 2022 a été présenté au cours de la visite.</p> <p>Au 31/12/2022, le ratio atteint est de 1.05 g de COV consommé par kilogramme de pneumatiques "bons". (Au 31/12/2021, ratio = 1.34).</p> <p>Cette amélioration est notamment due :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– à la substitution progressive de la dissolution solvantée par une dissolution aqueuse sur le procédé traditionnel "moyens individuels" (à noter que pour certaines phases de process, cette substitution n'est pas possible pour des raisons de qualité du produit fini),</li> <li>– à l'arrêt progressif du process traditionnel (le procédé C3M ne nécessite pas l'utilisation de solvants).</li> </ul> <p>À la date de la visite objet du présent rapport, le ratio est de 0,8. L'arrêt de nouvelles machines du procédé traditionnel au cours de l'année 2024 devrait conduire à une amélioration de ce ratio.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 5 : Rejets aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.9.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Respect des valeurs limites d'émissions en concentration et en flux</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les effluents aqueux rejetés proviennent essentiellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– des purges des circuits des tours aéroréfrigérantes,</li> <li>– des rejets de l'osmoseur (utilisé pour l'appoint d'eau des TAR),</li> <li>– de purges diverses.</li> </ul> <p>En 2021, le rejet total représentait 22 473 m<sup>3</sup>, dont 17 657 m<sup>3</sup> pour les purges de la TAR n°1.</p> <p>Ils sont traités par des débourbeurs ou séparateurs d'hydrocarbures répartis en différents points du site. Il n'existe pas de système visant à réguler le pH, l'exploitant a indiqué ne pas rencontrer de difficultés pour le respect des valeurs limites de ce paramètre.</p> <p>Une analyse des résultats saisis sur Gidaf pour la période janvier 2022 – août 2023 permet globalement de constater, en regard des paramètres analysés, le respect des valeurs limites d'émissions fixées (un seul dépassement en concentration pour le paramètre DCO (concentration mesurée : 574 mg/l, valeur limite d'émission : 500 mg/l)).</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Les résultats des analyses présentées montrent que les nonylphénols ont été quantifiés (substance dangereuse prioritaire visée par un objectif de suppression à compter du 1er janvier 2021). Pour rappel, en application de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, l'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 :** Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 10.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences d'analyses
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des fréquences d'analyses
<p><b>Constats :</b> Les prélèvements des échantillons sont systématiquement réalisés à partir du préleveur installé au niveau du point de rejet et appartenant à l'exploitant. La totalité des analyses effectuées dans le cadre de l'autosurveillance est confiée au laboratoire Carso.</p> <p>L'article 10.2.3.1 de l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site impose qu'au moins une fois par an, une analyse soit réalisée par un organisme agréé. L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon ait été prélevé sous accréditation (article 58 de l'AM du 2/2/1998). L'exploitant n'est pas en capacité de justifier que les prélèvements sont réalisés au moins une fois par an sous accréditation.</p> <p><b>Non-conformités :</b> Selon les éléments présentés au cours de la visite, il a pu être identifié :  <ul style="list-style-type: none"> <li>– la température du rejet n'est plus analysée en continu (sonde température hors service),</li> <li>– la sonde de pH semble difficile à calibrer,</li> <li>– des paramètres soumis à une surveillance minimale annuelle ne sont pas analysés : anthracènes, chloroalcanes.</li> <li>– bien que les analyses soient confiées à un organisme agréé, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier que le prélèvement est effectué au moins une fois par an sous accréditation.</li> </ul> <b>Sous un délai de 3 mois</b>, les actions correctives nécessaires doivent être mises en œuvre pour lever ces non-conformités.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 :** Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement des points de prélèvements
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>



Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> Le point de prélèvement des échantillons est situé à l'extérieur des bâtiments, il est facilement accessible et permet des interventions en toute sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Section de mesure
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
<b>Constats :</b> Le prélèvement est réalisé directement dans la fosse d'homogénéisation.  Les conditions de prélèvement des échantillons ne respectent pas les dispositions de l'article 4.3.6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 ainsi que du "Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE" validé par le ministère en charge de l'environnement et cité à l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. En effet, l'arrêté préfectoral prévoit que le point de prélèvement soit implanté en un point d'écoulement de l'effluent permettant de réaliser des mesures représentatives et le guide précise qu'un prélèvement direct dans un bassin avant rejet n'est pas approprié.  <b>Non-conformité : Sous un délai de 6 mois</b> , l'exploitant mettra en place les dispositions nécessaires pour assurer un prélèvement des échantillons conforme aux dispositions de l'article 4.3.6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 et respectant les préconisations du guide cité ci-dessus (ne pas réaliser le prélèvement au niveau du bassin d'homogénéisation mais au niveau du rejet final). En cas d'impossibilité technique, l'exploitant pourra proposer à l'inspection de mettre en œuvre les solutions alternatives prévues par le guide.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 9 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de

24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C.
<p><b>Constats :</b> Le préleveur dispose d'une enceinte réfrigérée pour la bonne conservation des échantillons.</p> <p><b>Non-conformité :</b> Le prélèvement des échantillons est asservi au temps (1 prélèvement toutes les 5 minutes).</p> <p><b>Sous un délai de 6 mois</b>, l'exploitant mettra en place les dispositions nécessaires pour assurer un prélèvement des échantillons conforme aux dispositions de l'article 4.3.6.3 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 (prélèvement proportionnel au débit).</p> <p>En cas d'impossibilité technique, l'exploitant pourra proposer à l'inspection de mettre en œuvre les solutions alternatives prévues par le "Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE"</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 10 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaire internes
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu autorisé à les recevoir.</p>
<p><b>Constats :</b> Selon les informations recueillies au cours de la visite, des canalisations recueillent en mélange des effluents domestiques et des eaux industrielles. Ces effluents en mélange transitent avant rejet dans la fosse d'homogénéisation dans laquelle sont effectués les prélèvements pour analyses.</p> <p>Le gestionnaire du réseau, dans la convention passée avec l'exploitant, a indiqué que la mise en conformité (séparation des réseaux) doit être réalisée systématiquement lors de travaux de bâtiments ou de voiries sur le site. À ce stade et selon l'exploitant, aucun chantier n'a permis d'engager ces travaux.</p> <p><b>Non-conformité :</b> La collecte des effluents ne respecte pas les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019.</p> <p><b>Sous un délai de 6 mois</b>, l'exploitant fournira une étude technico-économique afin d'évaluer le coût de mise en conformité des installations et se positionnera sur les possibilités de réalisation des travaux nécessaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 21/11/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de stockage de produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Suivi inspection 2022, observation : Une tôle non ajourée est présente sous des récipients et susceptible de perturber un écoulement de produit vers la rétention associée.  Un bac de produits absorbants pourrait être positionnée à proximité immédiate de l'armoire produits chimiques, afin de gagner du temps en cas d'intervention.
<b>Constats :</b> La visite des installations a permis de constater : <ul style="list-style-type: none"><li>– la découpe de la tôle afin de faciliter un écoulement éventuel vers la rétention,</li><li>– la mise en place d'un kit de produit absorbant à proximité de l'armoire de produits chimiques.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet